

Mission(s)	
F, LE, LP, PV, SEI	
Nos références	Date
760C2320 (760-C-2023-0048)	16/02/2026

## ROUEN (76) MISE EN ACCESSIBILITE DU PALAIS DE JUSTICE

### PALAIS DE JUSTICE DE ROUEN - MISE EN ACCESSIBILITE DES ZONES HORS ACMH N°4 Phase PRO/DCE



Envoi	MINISTERE DE LA JUSTICE - DERUERE Franck ATELIER G Architectes - GARCIA Emmanuel	Maître d'ouvrage Maître d'oeuvre	franck.duruere@justice.gouv.fr emmanuel.garcia@atelierg.archi
-------	---	-------------------------------------	--

Le chargé d'affaire,  
Xavier MACH

Le présent rapport annule et remplace le Rapport de conception n°1 du 28/06/2024  
Motif : Mise à jour avec phase PRO/DCE

# SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	3
IV.4 - Calendrier des travaux.....	3
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	4
VI - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	5
VII - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	7
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements.....	8
VIII.2 - Récolement des essais de fonctionnement.....	11
VIII.3 - Solidité des existants.....	12
VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	14
VIII.5 - Fonctionnement des installations .....	25
VIII.6 - Classement et référentiel.....	26
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe.....	28

# I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule durant la phase conception, au stade indiqué en tête de rapport.

Il ne constitue pas le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999 (RICT), qui sera établi à partir du dossier de consultation des entreprises.

PALAIS DE JUSTICE DE ROUEN - MISE EN ACCESSIBILITE DES ZONES HORS ACMH

Le présent rapport annule et remplace le Rapport de conception n°1 du 28/06/2024

Motif : Mise à jour avec phase PRO/DCE

## II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°760-C-2023-0048 et qui sont détaillées ci après :

- F - Mission de fonctionnement des installations
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables
- PV - Mission relative au récolement des procès-verbaux des essais des équipements de l'ouvrage
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH

## III - AUTEURS DU RAPPORT

*Le chargé d'affaire, Xavier MACH*

## IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### IV.1 - Désignation des intervenants

### IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Mise en accessibilité des zones ERP suivant Ad'Ap avant le 31/12/2024 des deux sites.

### IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

### IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 01/10/2024

Durée prévisionnelle des travaux : 6 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

Le présent rapport est établi à partir des documents listés ci-dessous. Les intervenants devront nous informer en temps utile, par documents complémentaires, de toute modification apportée ultérieurement (plans, nature des matériaux, définition des équipements, modification des conditions d'exploitation...). Ces informations devront nous être communiquées avant rédaction du Rapport Initial de Contrôle Technique, et en amont de nos visites par sondage en phase exécution, notre responsabilité ne pouvant être retenue en cas de modification non déclarée.

**- CCTP Atelier G - Date : 15/12/2025 - Réception : 23/12/2025**

CCTP lots 1 à 9 - Phase PRO/DCE

**- Plans Atelier G - Date : 16/12/2025 - Réception : 23/12/2025**

Plans projet Phase PRO/DCE

**- PV commission de sécurité - Réception : 23/12/2025**

PV N°E45-002-R du 09/01/2025

**- PV commission d'accessibilité - Réception : 23/12/2025**

PV du 13/03/2025

**- Plans CfO/Cfa - Date : 15/12/2025 - Réception : 23/12/2025**

Plans PRO CA et TJ du BET CALAO

## **VI - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES**

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

## VII - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

### Maître d'ouvrage - MINISTERE DE LA JUSTICE

- \* Mission solidité : installation d'un ascenseur  
Dans le cadre de l'installation d'un ascenseur dans le TJ une étude G2 PRO sera à nous fournir
- \* Mission sécurité : plans et consignes Les plans de sécurité seront à remettre à jour en fonction des nouvelles configurations

### Lot 200 - Maître d'oeuvre - ATELIER G Architectes

- \* Mission solidité : fondations par micropieux  
Les remblais existants sont sensibles à l'eau.  
La technique de réalisation devra limiter au maximum les injections d'eau/coulis.  
Il faudra privilégier les micropieux avec tubage et/ou fonçage
- Mission accessibilité : pavage extérieur.  
Le pavage extérieur peu faire obstacle à un fauteuil ou une personne à mobilité réduite : Qu'elles sont les dispositions prévues ?
- Mission accessibilité : Eclairage extérieur. On précisera les dispositions prévues pour assurer l'éclairage des cheminements extérieurs.
- \* Mission sécurité incendie : stabilité au feu des ouvrages  
Si pose de renforts métalliques, il conviendra de prévoir un habillage assurant une SF 1 heure.  
Les planchers poutrelles/hourdis (haut RDC) devront assurer un CF 1 heure (Le cas échéant prévoir flocage)
- \* Mission sécurité : EAS  
A priori des espaces d'attentes sécurisés sont présents aux différents niveaux accessibles au public.  
Ils devront être répertoriés et complétés ou mis en conformité le cas échéant en fonction de la mise en accessibilité de certaines zones et certains niveaux.
- \* Mission sécurité : habillages muraux en bois  
Les différents habillages neufs mis en place dans les locaux devront être classés M2
- \* Mission sécurité incendie : ventilation de gaine ascenseur  
Une ventilation de gaine débouchant en toiture (ou façade) par l'intermédiaire d'un conduit CF 1 H sera à prévoir
- \* Mission sécurité incendie : alarme incendie :  
si des modifications sont prévues sur le SSI et l'équipement d'alarme, un coordinateur SSI devra être nommé.

## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements
- Récolement des essais de fonctionnement
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Fonctionnement des installations
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe

Signification des sigles utilisés pour les avis :

<b>AF</b>	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
<b>AS</b>	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
<b>AD</b>	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
<b>SO</b>	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
<b>PM</b>	POUR MEMOIRE
<b>HM</b>	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

## VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>HYPOTHESES GENERALES</b>		
	<b>Référentiel de calcul applicable</b>		
	<b>Vent</b>	AF	Vent région II
	<b>Neige</b>	AF	Neige région A1
	<b>Charges d'exploitation</b>	AF	suivant Eurocodes
	<b>Protection contre les termites</b>	SO	
	<b>CONTEXTE GEOTECHNIQUE</b>		
	<b>Moyens de l'étude géotechnique</b>	AS	<b>Mission solidité : installation d'un ascenseur</b> Dans le cadre de l'installation d'un ascenseur dans le TJ une étude G2 PRO sera à nous fournir
	<b>TERRASSEMENTS, SOUTÈNEMENTS</b>	SO	
	<b>VOIRIES</b>	SO	Pas de travaux sur les voiries
	<b>RESEAUX EXTERIEURS AU BATIMENT</b>	SO	Pas de travaux sur les réseaux
	<b>FONDATAIONS</b>	PM	Fondations par micropieux pour nouvelle cage d'ascenseur
	<b>Principe constructif général</b>	AS	<b>Mission solidité : fondations par micropieux</b> Les remblais existants sont sensibles à l'eau. La technique de réalisation devra limiter au maximum les injections d'eau/coulis. Il faudra privilégier les micropieux avec tubage et/ou fonçage
	<b>GESTION DES EAUX SOUTERRAINES</b>	PM	Attention au venues d'eau lors de la réalisation de fondations
	<b>Dispositions constructives générales</b> Principe de protection contre les eaux souterraines		
	<b>Dispositions particulières</b>		Pour les procédés de cuvelage selon le DTU 14.1 : voir chapitre Infrastructures en béton ci-après.
	<b>Drainage</b> Drainage sous niveau bas Drainage périphérique Exutoire		
	<b>Rabattement définitif de la nappe phréatique</b> Dispositifs de rabattement/pompage Débit de pompage/rejet/exutoire		



## VIII.2 - Récolement des essais de fonctionnement

Mission sans objet: Missions sans objet dans le cadre des travaux de mise en accessibilité.

## VIII.3 - Solidité des existants

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Renseignements sur les existants</b>	PM	Façades maçonnées en pierres, briques et béton Structures en béton / planchers bois
	<b>Analyse critique de l'étude géotechnique</b>	PM	L'étude G2 PRO reste à nous fournir dans le cadre de l'installation d'un ascenseur.
	<b>Ouvrages de structure</b> - Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux : - Fondations - Porteurs verticaux  - Dalles, poutres - Charpente	PM  AF AF  AF SO	Réalisation d'une cage d'ascenseur desservant le R+1  Prévus micropieux pour s'affranchir des existants Elévations en maçonneries Agrandissements de baies et passages de portes y compris toutes sujétions de renforts Reprises et/ou remplacements des planchers autour de la trémie ascenseur PAs de travaux sur la charpente
	<b>Façades</b>	SO	Pas de travaux
	<b>Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés)</b>	SO	Pas de travaux

## VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Code de la construction et de l'habitation</b>  <b>Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants</b>	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes :	SO	
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie :	AF	
	Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	AF	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes	SO	
	Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)	AF	Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	SO	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérégation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires	AF	Deux dérogations ont été acceptées pour - L'accès de la salle 101 ayant un passage utile de 0.76 cm (au lieu de 0.77) - mise en place d'un monte escalier pour accès à deux salles d'audience (en mesure compensatoire à la mise en place de rampe ou EPMP)
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire	PM	
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté	PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié
	II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM	Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	<b>Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.</b>		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19	PM	
	Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre	PM	
	Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent	PM	A la charge du MOA
	Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 2	<p><b>Dispositions relatives aux cheminements extérieurs</b></p> <p><b>I. - Usages attendus</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- cheminement usuel accessible depuis l'accès au terrain à une entrée principale de tout bâtiment</li> <li>- entrée dissociée en cas d'impossibilité avec signalisation et ouverture pour tous (aux heures d'ouverture public)</li> <li>- place PMR à proximité de l'entrée si le cheminement depuis l'accès au terrain n'est pas possible</li> </ul> <p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p><b>1° Repérage et guidage</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- signalisation adaptée dès l'entrée du terrain et là où un choix d'itinéraire est donné</li> <li>- revêtement du cheminement présentant un contraste visuel et tactile pour le cheminement ou mise en place d'un repère continu tactile et visuellement contrasté Si usage de bandes de guidages Conformées à l'annexe 6 (nervures en relief, largeur suffisante, contraste visuel, non glissante, non déformable, sans gêne pour PMR) ou application de la norme NF P 98-352 :2015</li> </ul> <p><b>2° Caractéristiques dimensionnelles :</b></p> <p>a) Profil en long</p> <p>Pente <math>\leq 6\%</math> (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)</p> <p>Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente <math>\geq 5\%</math></p> <p>b) Profil en travers</p> <p>Largeur minimale 1,20m</p> <p>Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m</p> <p>Dévers <math>\leq 3\%</math></p> <p>c) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant</p> <p>Espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour (<math>\varnothing=1,50m</math>) là où un choix de cheminement est donné ainsi que devant les portes d'entrée desservies par cheminement accessible comportant un système de contrôle d'accès</p> <p>Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissantes fonctionnant sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés</p> <p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement électrique</p> <p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique</p> <p><b>3° Sécurité d'usage</b></p> <p>Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue</p> <p>Trous et fente de dimension inférieure à 2cm</p> <p>Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AS</p> <p>AF</p>	<p>Bande de guidage prévue.</p> <p><b>Mission accessibilité : pavage extérieur.</b>  <b>Le pavage extérieur peu faire obstacle à un fauteuil ou une personne à mobilité réduite : Qu'elles sont les dispositions prévues ?</b></p>



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm : Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) de détection à la canne blanche selon annexe 4</p> <p>En cas de remplacement ou d'installation de poteaux ou bornes: respect du gabarit annexe 5</p> <p>Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement</p> <p>En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,25m si distance inférieure à 0,90m du cheminement</p> <p>Repérage des vides accessibles sous escaliers</p> <p>Repérage des parois vitrées</p> <p>Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance: conforme à l'annexe 7 ou norme NF P 98-351</p> <p>Signalisation au croisement d'un cheminement véhicule</p> <p>Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (20 lux)</p>	<p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p><b>AS</b></p>	<p><b>Mission accessibilité : Eclairage extérieur.</b> On précisera les dispositions prévues pour assurer l'éclairage des cheminements extérieurs.</p>
Art. 3	<b>Dispositions relatives au stationnement automobile</b>	HM	Dispositions existantes dans l'enceinte du tribunal non modifiées
Art.4	<p><b>Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation</b></p> <p><b>I. - Usage attendu</b></p> <p>Niveau d'accès principal à chaque bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur.</p> <p>En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement au personnel repéré accessible et simple</p> <p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p><b>1° Accès</b></p> <p>Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition)</p> <p>Rampe par ordre de préférence : permanente intérieure, permanente extérieure sur voirie, amovible automatique ou manuelle</p> <p>Caractéristiques rampe :</p> <p>Supportant 300 kg</p> <p>Pentes ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)</p> <p>Suffisamment large</p> <p>Non glissante</p> <p>Contrastée / environnement avec matériaux opaques</p> <p>Absence de vides latéraux pour rampe inclinée permanente</p> <p>Dispositif permettant de se signaler au personnel en cas de rampe amovible (sonnette à minima) Situé à proximité de la porte d'entrée Facilement repérable, visuellement contrasté, identifié Indiquant l'état de fonctionnement si rampe automatique Implanté entre 90cm et 130 cm et à 40 cm d'obstacle</p> <p>Personnel formé à la manipulation de la rampe amovible</p> <p><b>2° Repérage</b></p> <p>Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes)</p> <p>Si numéro ou dénomination établissement à proximité entrée</p>	<p>AF</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>SO</p>	<p>Nota : poste de garde : voir parties ACMH</p> <p>Le poste de garde : personnel en permanence pendant les heures d'ouvertures.</p> <p>Concerne la rampe amovible pour accès à la salle Maestraci</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 5	En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signallement situé hors d'une zone sombre, repéré, signalé	SO	
	<b>3° Atteinte et usage</b>		
	Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)	AF	
	Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles autres qu'électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)	AF	
	Système d'ouverture électrique des portes utilisable en position debout ou assise	AF	
	Système d'ouverture non électrique des portes utilisable en position debout ou assise	AF	
	Conformité à l'annexe 3 des éléments d'information relatifs à l'orientation dans le bâtiment	AF	
	Signal sonore et visuel lié au fonctionnement des dispositifs d'accès	AF	
	En cas de contrôle d'accès, possibilité de signallement pour personnes sourdes, malentendantes, muettes.	SO	
	Sans vision directe : interphonie avec visualisation.	SO	
	En cas d'installation ou de renouvellement des appareils d'interphonie : boucle d'induction magnétique selon annexe 9 ou NF EN 60.118-4 et retour visuel des informations principales fournies	SO	
	<b>Dispositions relatives à l'accueil du public</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Repérage, accessibilité et utilisation d'au moins un point d'accueil adapté à l'entrée	AF	
Art. 6	Toute information sonore nécessaire à l'utilisation du point d'accueil, transmise par moyens adaptés ou doublée par une information visuelle	AF	
	Eclairage renforcé dans les espaces ou équipements de communication	HM	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		Dispositions existantes dans l'enceinte du tribunal non modifiées. Des BIM sont prévues dans certaines salles
	Banques d'accueil et mobilier en faisant office utilisables assis ou debout avec communication visuelle	HM	
	Equipement destiné à lire, écrire ou utiliser un clavier (hauteur maximale 0,80m, vide en partie inférieure 0,30m x 0,60m x 0,70m)	HM	
	Si accueil sonorisé (si renouvellement ou installation): obligation d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique selon annexe 9 ou conforme à la norme NF EN 60118-4 avec pictogramme correspondant	HM	Existants dans les accueils
	BIM obligatoire pour ERP avec mission de service public et ERP de 1ère et 2ème catégorie	AF	Bim rajoutées dans des salles d'audiences
	Eclairage du poste d'accueil selon art 14 (200 lux)		
	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales	AF	
	Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.	AF	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Niveau considéré comme étage pour toute dénivellation <math>\geq 1,20\text{m}</math></p> <p>Si ascenseur, tous les étages comportant des locaux ouverts au public doivent être desservis</p> <p>Signalisation des escaliers et ascenseurs si non visibles depuis le hall</p> <p>Dessert de façon sélective, signalisation adaptée des escaliers ou des ascenseurs y compris à proximité des dispositifs de commande sur palier</p> <p>Le numéro ou la dénomination de chaque étage est accessible sur chaque palier, à proximité de l'ascenseur, par une signalétique en relief visuellement contrastée par rapport à son environnement immédiat et fixée de telle sorte qu'une personne présentant une déficience visuelle puisse détecter sa signification par le toucher</p>	<p>PM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	
	<b>7.1. escaliers</b>	PM	Les escaliers sont existants : mise en conformité légères.
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Usage en sécurité y compris avec une aide appropriée	PM	
	<b>II. - Caractéristiques minimales pour escaliers d'usage normal avec ou sans ascenseur</b>		
	1° Caractéristiques dimensionnelles		
	Largeur minimale entre mains courantes : 1,00m	HM	
	Marches : hauteur $\leq 17\text{cm}$ ; giron $\geq 28\text{ cm}$	HM	
	2° Sécurité d'usage		
	Signalisation de la 1ère marche en haut et sur palier intermédiaire par contraste visuel et tactile	AF	
	Contremarche pour la 1ère et dernière marche avec contraste visuel	AF	
	Nez de marches contrastés, non glissants, sans débord excessif	AF	
	Escalier éclairé selon art. 14 (150 lux)	HM	
	3° Atteinte et usage		
	Main courante de chaque côté	AF	
	Située entre 0,80m et 1,00m de hauteur, dépassant les premières et dernières marches d'une longueur de marche, continue, rigide, préhensible, contrastée	AF	
	Discontinuité de la main courante 10 cm maxi pour escaliers à fut central	SO	
	<b>7.2. Ascenseurs</b>		Concerne l'ascenseur neuf prévu dans le TJ
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Tous les ascenseurs peuvent être utilisés par les personnes handicapées. Commandes extérieures et intérieures à la cabine repérables et utilisables. Possibilité de prendre appui dans la cabine et transmission des informations liées aux mouvements de cabine aux étages desservis et au système d'alarme	AF	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	Ascenseur neuf :	AF	
	Selon paragraphe I ci-dessus		
	Ou Conformité à NF-EN-81-70		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.9	Obligation d'ascenseur : si l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs est atteint ou dépasse 50 personnes. si l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs n'atteint pas 50 personnes et que certaines prestations ne peuvent être offertes au rez de chaussée Seuil porté de 50 à 100 personnes pour les établissements d'enseignement (toutes catégories) ou 5ème catégorie avec pb solidité Seuil porté à 25% de la capacité totale du restaurant	AF	
	Appareil élévateur en remplacement d'un ascenseur sans dérogation si :	PM	Monte escalier à la place d'un EPMR ou Rampe (dérogation)
	Etablissement en zone PPR Inondation ou topographie rendant impossible un cheminement PMR pour accès à l'entrée A l'intérieur d'un Etablissement dans cadre bâti existant		
	Choix du matériel :	PM	Monte escalier à la place d'un EPMR ou Rampe (dérogation)
	H ≤ 50 cm EPMR avec nacelle sans gaine		
	50<H≤120 cm EPMR avec nacelle gaine et portillon		
	120<H≤320 cm EPMR avec gaine fermée et portillon		
	Interdiction d'accès sous appareil si celui-ci est en position haute		
	Caractéristiques minimales EPMR : Dimension plateforme 140X90 (140X110 si service en angle) Surcharge 250 kg/m² soit Capacité 315 kg pour 140X90 Position commande accessible en fauteuil Commande d'appel à enregistrement si EPMR avec gaine fermée hors débattement porte et sans gêne pour circulation Largeur porte ou portillon 90 cm soit 83 cm de passage libre	PM	
	Ascenseurs libres d'accès sauf établissements scolaires si l'élève concerné reçoit un dispositif permettant usage en toute autonomie	AF	
Art.10	<b>Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée	AF	concerne les zones neuves
	Absence de gêne visuelle ou sonore	AF	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm	AF	
	Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)	AF	
	En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration	PM	
	<b>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas</b>		Concerne les portes neuves/modifiées
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Repérage des portes vitrées	AF	
	Toutes portes manoeuvrables	AF	
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques	AF	
	Sas de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes		
	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	AF	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Caractéristiques dimensionnelles</b>		



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 13	Lave main à hauteur maximale 0,85 m	AF	
	Cuvettes entre 0,45 m et 0,50 m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	AF	
	Barre d'appui entre 0,70 m et 0,80 m	AF	
	Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m. Le choix du lavabo et de la robinetterie doivent permettre un usage complet en position assis	AF	
	Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie	AF	
	Urinoirs en batterie positionnés à des hauteurs différentes	SO	
	<b>Dispositions relatives aux sorties</b>		
Art. 13	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	AF	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
Art. 14	Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3	AF	
	Absence de confusion avec les sorties de secours		
	<b>Dispositions relatives à l'éclairage</b>		
Art. 14	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique	AF	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
Art. 16	<b>Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :</b>	AF	Des changements d'éclairages sont prévus dans certaines salles et couloirs/halls
	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis</b>		
Art 16	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Présence de places assises pouvant recevoir des personnes handicapées	AF	
	Cas particulier : Les emplacements des restaurants et salles à usage polyvalent sans aménagement spécifique doivent pouvoir être dégagés en présence de personnes handicapées	SO	
	<b>II Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Nombre</b>		
	2 emplacements jusqu'à 50 places, un supplémentaire par tranche de 50 places	AF	
	Au-delà de 1000 places, nb d'emplacements accessibles fixé par arrêté municipal et 20 places minimum	SO	
	Nombre de place calculé sur effectif total du restaurant (y compris mezzanine ou niveau non accessible)	SO	
	<b>2° Répartition</b>		
	Places réparties dans les différentes catégories de places accessibles au public	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>3° Caractéristiques dimensionnelles</b> Emplacement correspondant à un espace d'usage Caractéristiques des Cheminements d'accès identiques aux circulations horizontales intérieures les emmarchements des gradins et les gradins des tribunes ne sont pas considérés comme des circulations intérieures verticales ou horizontales	AF AF PM	



## VIII.5 - Fonctionnement des installations

Mission sans objet: Dans le cadre des travaux de mise en conformité ADAP la mission fonctionnement est sans objet. A voir le cas échéant , si mise en place d'un ascenseur et modifications significatives des installations électriques ou réseaux de plomberie/CVC

## VIII.6 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

Les travaux consistent à remettre en conformité l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite dans le cadre du programme AD'AP du palais de justice.

Le présent rapport concerne uniquement les parties non classées "ACMH".

Les travaux prévus seront les suivants :

- Sivers travaux sur portes, escaliers, marches etc...
- Pose de nouveaux éclairages pour augmenter la luminosité
- Pose de montes escalier
- Pose de rampe
- Mise en place d'un ascenseur dans le TJ pour accéder au 1er étage à la salle des procureurs.

### Description sommaire des installations :

Alarme incendie : SSI A et équipement d'alarme de type 1 : non modifié hormis adaptation dans les pièces concernées par les travaux.

Electricité : Remplacement des luminaires et adaptation de l'éclairage de sécurité.

Ascenseur : mise en place d'un ascenseur dans le TJ desservant le 1er étage.

**Date d'application du référentiel réglementaire : 13/12/2024**

### Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : Selon PV de la commission de sécurité n°E45-002 R du 09/01/2025

Effectif du public : 1700 personnes

<b>1ère catégorie de type W</b>
---------------------------------

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

PV E45-002

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 21/04/1983 portant approbation des dispositions particulières applicables au type W
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

**Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :**

Néant

**Autres prescriptions particulières :**

Néant

## VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public</b>		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêtés du 11/09/2023 et précédents
	<b>Section I - Classement des Etablissements</b>		
GN 1	Classement des établissements.	AF	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	PM	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	PM	
	<b>Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement</b>		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	PM	A respecter par l'exploitant.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	SO	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	AF	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	PM	
	<b>Section III - Contrôle des Etablissements</b>		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	<b>Section IV - Travaux</b>		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	<b>Section V - Normalisation</b>		
GN 14	<b>Conformité aux normes - Essais de laboratoires.</b>		
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	PM	
GN 14	Matériels du SSI	PM	
GN 14	Matériels électriques	PM	
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	HM	
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.		
	<b>Livre II Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories</b>		
	<b>Titre Premier Dispositions Générales</b>		
	<b>Chapitre Premier - Généralités</b>		
GE 1	Objet.	PM	
	<b>Section I - Contrôle des Etablissements</b>		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	<b>Section II - Vérifications Techniques</b>		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.		Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.		
GE 9	Rapports de vérifications.		Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	<b>Chapitre II - Construction</b>		
<b>CO 1 - CO 5</b>	<b>Section I - Conception et Desserte des Bâtiments</b>	HM	Non modifié par les travaux
<b>CO 6 - CO 10</b>	<b>Section II - Isolement par Rapport aux Tiers</b>	HM	Non modifié par les travaux
	<b>Section III - Résistance au Feu des Structures</b>		
CO 11	Généralités.	PM	
CO 12	Résistance au feu des structures et planchers d'un bâtiment occupé en totalité ou partiellement par l'établissement recevant du public - Règles générales.	PM	Au regard du classement, les structures neuves devront être SF 1 heure et les planchers neufs CF 1 heure.
CO 13	Cas particuliers de résistance au feu de certains éléments de structure.	<b>AS</b>	<b>Mission sécurité incendie : stabilité au feu des ouvrages</b> <b>Si pose de renforts métalliques, il conviendra de prévoir un habillage assurant une SF 1 heure.</b> <b>Les planchers poutrelles/hourdis (haut RDC) devront assurer un CF 1 heure (Le cas échéant prévoir flocage)</b>
CO 14	Cas particuliers des bâtiments en rez-de-chaussée.	SO	
CO 15	Cas particuliers de certains bâtiments à trois niveaux au plus.	PM	
<b>CO 16 - CO 18</b>	<b>Section IV - Couvertures</b>	HM	Non modifié par les travaux
<b>CO 19 - CO 22</b>	<b>Section V - Façades</b>	HM	Non modifié par les travaux
	<b>Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage</b>		
CO 23	Généralités.	AF	
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AF	Les cloisons neuves sont prévues être CF 1 H Les blocs portes neufs sont prévus être CF 1/2 H
CO 25	Compartiments.	SO	
CO 26	Recoupement des vides.	PM	
<b>CO 27 - CO 29</b>	<b>Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers</b>	HM	Non modifié par les travaux
<b>CO 30 - CO 33</b>	<b>Section VIII - Conduits et Gains</b>	HM	Non modifié par les travaux
	<b>Section IX - Dégagements</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sous-section 1 - Dispositions générales		
CO 34	Terminologie.	PM	
CO 35	Conception des dégagements.	AF	
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AF	
CO 37	Saillies et dépôts.	SO	
CO 38	Calcul des dégagements.	AF	
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	SO	
CO 40	Enfouissement maximal.	SO	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	AF	
CO 42	Balisage des dégagements.	AF	
	Sous-section 2 - Sorties		
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	PM	Non modifié par les travaux
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	AF	
CO 45	Manoeuvre des portes.	AF	
CO 46	<b>Portes des sorties de secours.</b>		
CO 46§1	Manoeuvre des portes.	AF	
CO 46§2	Verrouillage des portes.	SO	
CO 46§3	Dispositifs de dissuasion.	SO	
CO 47	Portes à fermeture automatique.	SO	
CO 48	Portes de types spéciaux.	SO	
CO 49 - CO 56	Sous-section 3 - Escaliers	HM	Non modifié par les travaux
	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés		
CO 58	Emplois d'un espace.	AS	<b>Mission sécurité : EAS</b> <b>A priori des espaces d'attentes sécurisés sont présents aux différents niveaux accessibles au public.</b> <b>Ils devront être répertoriés et complétés ou mis en conformité le cas échéant en fonction de la mise en accessibilité de certaines zones et certains niveaux.</b>
	<b>Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier</b>		
AM 1	Généralités.	PM	
	<b>Section I – Produits et Matériaux de Parois</b>		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	AF	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	AF	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AS	<b>Mission sécurité : habillages muraux en bois</b> <b>Les différents habillages neufs mis en place dans les locaux devront être classés M2</b> Dalles minérales
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 8	Produits d'isolation.	AF	Carrelage, pierres sols souple à minima M3  Concerne les rampes créées
	<b>Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés</b>		
AM 15	Principe général.	AF	
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	AF	
AM 17	Planchers légers surélevés.	AF	
AM 18	Rangées de sièges.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
DF 1 - DF 10	<b>Chapitre IV - Désenfumage</b>	HM	Non modifié par les travaux
CH 1 - CH 58	<b>Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire</b>	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
	<b>Chapitre VII - Installations électriques</b>	PM	Remplacement de luminaires et adaptation de l'éclairage de sécurité.
	<b>Section I - Généralités</b>		
EL 1	<b>Objectifs.</b>	PM	
EL 2	<b>Documents à fournir.</b>	PM	Voir liste des documents à transmettre.
EL 4	<b>Règles générales.</b>		
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables	AF	
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement	SO	
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	PM	
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	PM	
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	PM	
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie	HM	Pas de travaux dans les zones accessibles
	<b>Section II – Règles d'Installation</b>		
EL 5	<b>Locaux de service électrique.</b>	HM	Pas de travaux
EL 6	<b>Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.</b>	HM	Pas de travaux
EL 8	<b>Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).</b>		
EL 9	<b>Tableaux "normaux".</b>	HM	Pas de travaux sur les différents tableaux
EL 10	<b>Canalisations des installations "normal-remplacement".</b>	PM	Pas de travaux sur les alimentations à notre connaissance (et donc pas de remise en conformité par rapport au nouvel arrêté de mai 2025)
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.		
	<b>Section III – Installation de Sécurité</b>		
EL 17	<b>Signalisations.</b>		
	<b>Chapitre VIII - Eclairage</b>		
	<b>Section I - Généralité</b>		
EC 2	Règles générales.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	PM	Voir liste des documents à fournir
	<b>Section II - Eclairage Normal</b>		
EC 6	Règles de conception et d'installation.	AF	
	<b>Section III - Eclairage de Sécurité</b>	PM	Adaptation de l'éclairage existant
EC 7	Conception générale.	PM	
	<b>Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants</b>	PM	Installation d'un ascenseur desservant le R+1 dans le T.J.
	<b>Section I - Ascenseurs</b>		
AS 1	<b>Généralités.</b>		



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AS 1§1	Protection des gaines.	AS	<b>Mission sécurité incendie : ventilation de gaine ascenseur</b> Une ventilation de gaine débouchant en toiture (ou façade) par l'intermédiaire d'un conduit CF 1 H sera à prévoir
AS 1§2	Local de machinerie traité à risque moyen.	SO	
AS 1§2	Machineries en gaine : puissance installée et tableau électrique.	AF	
AS 1§2	Machineries en gaine : interdiction de nouveau départ.	PM	
AS 1§2	Machineries en gaine : conservation des résistances au feu des parois	AF	
AS 1§3	Débouché des portes palières.	AF	
AS 1§4	Parois des gaines d'ascenseur.	AF	
AS 1§5	Revêtements intérieurs des cabines.	AF	
AS 1§6	Réservoir d'huile hors gaine en local à risque moyen.	SO	
AS 1§7	Rétention pour réservoir d'huile.	SO	
AS 2	Ventilation des locaux des machines.	SO	
AS 3	Dispositifs de secours.	PM	
AS 4 - AS 5	<b>Section II - Dispositions Particulières concernant les Ascenseurs destinés à l'Evacuation des Handicapés Physiques</b>	SO	
GC 1 - GC 22	<b>Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration</b>	SO	
	<b>Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie</b>		
	<b>Section II - Moyens d'Extinction</b>		
MS 5 - MS 7	Sous-section 1 - Bouches et poteaux d'incendie privés et points d'eau	HM	Non modifié dans le cadre des travaux.
MS 14 - MS 17	Sous-section 3 - Robinets d'incendie armés	HM	Non modifié dans le cadre des travaux hormis le déplacement d'un RIA situé dans une rampe d'escalier.
MS 28	Sous-section 6 - Installations d'extinction automatique ou à commande manuelle <b>Sources d'eau, pompes et surpresseurs.</b>		
MS 38 - MS 40	Sous-section 9 - Appareils mobiles et moyens divers	HM	Non modifié dans le cadre des travaux.
	<b>Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers</b>		
MS 41	Affichage du plan de l'établissement.	AS	<b>Mission sécurité : plans et consignes</b> Les plans de sécurité seront à remettre à jour en fonction des nouvelles configurations
MS 45 - MS 52	<b>Section IV - Service de Sécurité d'Incendie</b>	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
	<b>section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)</b>		
MS 53	Objet.	PM	Non modifié dans le cadre des travaux
MS 54	Zones : terminologie.	PM	Non modifié dans le cadre des travaux
MS 55	Conception des zones.	PM	Non modifié dans le cadre des travaux
	Sous-section 1 - Systèmes de détection incendie		
MS 56	Principes généraux.	PM	Non modifié dans le cadre des travaux
MS 57	Contraintes liées au système de détection incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 58	Obligations de l'installateur et de l'exploitant.	PM	Non modifié dans le cadre des travaux

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sous-section 3 - Système d'alarme		
MS 61	Terminologie.	PM	Non modifié dans le cadre des travaux
MS 62	Classement.	PM	Non modifié dans le cadre des travaux
MS 63	Utilisation de l'alarme générale sélective.	HM	
MS 64	Principes généraux d'alarme.	PM	Non modifié dans le cadre des travaux
MS 65	Conditions générales d'installation.	PM	Non modifié dans le cadre des travaux
MS 66	Règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2.	<b>AS</b>	<b>Mission sécurité incendie : alarme incendie : si des modifications sont prévues sur le SSI et l'équipement d'alarme, un coordinateur SSI devra être nommé.</b>
<b>MS 70 - MS 71</b>	<b>Section VI - Système d'Alerte</b>	HM	Non modifié dans le cadre des travaux